« M. Le Président : réquisitionnons les hôtels vides »

M. le Président, vous avez appelé dans vos discours à protéger les plus démunis et les plus vulnérables, face à la crise sanitaire que nous traversons.

Nous vous prenons au mot et souhaitons attirer votre attention sur la situation urgente qui concerne l'ensemble des personnes sans abri. Leur mode de vie ne leur permet pas de se conformer aux décrets promulgués, de réduire leurs déplacements, ni de se confiner - puisque dans le meilleur des cas ils sont hébergés dans des lieux collectifs -, ni même de se laver les mains, tant l'accès à l'eau est un problème dans la rue.

La promiscuité entre personnes de la rue, - promiscuité en partie organisée par un système d'hébergement, de distribution alimentaire, et d'accueil collectifs saturés -, ainsi qu'une grande mobilité du fait de l'éclatement et de l'éloignement des services d'aide, expose tout particulièrement cette population à la diffusion du virus.

Leurs conditions de santé dégradées en font des personnes vulnérables : toutes les données scientifiques montrent qu'elles ont plus de maladies chroniques, que ces maladies sont plus graves, mais moins traitées¹. On rappelle que l'âge moyen au décès des SDF est plus proche de 50 ans que de 80 ans en population générale². Il s'agit donc de profils à haut risque.

En l'absence de solutions rapides, la population des personnes de la rue peut constituer un foyer épidémique, de propagation rapide, et entraîner de nombreux cas graves pour nos services en tension.

M. le Président, aujourd'hui le temps presse. Nous avons besoin de loger rapidement les personnes de la rue. Les services s'activent aujourd'hui surtout pour ceux qui tomberaient malades, et une partie des plus vulnérables. Nous sommes inquiets d'abandonner le reste de cette population à l'« immunité de troupeau », et pour nos équipes qui sont en première ligne pour les accompagner.

Nous avons commencé à travailler avec les services déconcentrés, mais nous avons besoin d'aller beaucoup plus vite. La crise sans précédent que nous connaissons aujourd'hui a prouvé que chaque jour comptait pour éviter le pire.

Les personnes de la rue ont besoin d'un lieu où se retirer, se confiner, se protéger. Nous en appelons à la responsabilité de l'Etat pour organiser et multiplier les réquisitions : de biens inoccupés, de chambres d'hôtels vides du

¹ The health of homeless people in high-income countries: descriptive epidemiology, health consequences, and clinical and policy recommendations. Fazel, S., Geddes, J. R., & Kushel, M. (2014). Lancet (London, England), 384(9953), 1529-1540.

² Mortality among homeless people in France, 2008–10 Cécile Vuillermoz, Albertine Aouba, Lise Grout, Stéphanie Vandentorren, Fanny Tassin, Margarita Moreno-Betancur, Éric Jougla, Grégoire Rey European Journal of Public Health, Volume 26, Issue 6, December 2016, Pages 1028–1033.

fait de l'arrêt du tourisme. Nous avons aussi besoin de tentes pour nous adresser à toutes et tous.

Les personnes de la rue ont aussi besoin de se nourrir. De nombreuses personnes n'ont pas mangé depuis plusieurs jours. Nous en appelons à la responsabilité de l'Etat pour organiser et faciliter la préparation et livraison de repas dans ce contexte exceptionnel.

Enfin, tout comme le personnel médical, les équipes qui s'occupent des personnes de la rue ont besoin de se protéger. Nous en appelons à la responsabilité de l'Etat nous avons besoin de masques, de gants, de gel et de savon. Nos personnels et bénévoles, en première ligne sur le terrain, ne bénéficient pas de ce matériel pour respecter les consignes basiques d'hygiène.

M. le Président, vous avez identifié les partenariats nécessaires, au travers d'une alliance entre l'Etat avec les grandes associations, les collectivités territoriales et leurs services³. Les associations ont des propositions, et feront tout ce qui est en leur pouvoir. Nous comptons aussi sur toutes les initiatives citoyennes qui, nous l'espérons, vont continuer à se multiplier pour contribuer à cet élan de solidarité.

Mais pour déployer une réponse à la hauteur de l'enjeu, nous l'affirmons : **nous ne pourrons nous passer d'un État interventionniste** car les réquisitions nous paraissent indispensables, **d'un État organisateur** en première ligne de la coordination locale, mais aussi **d'un Etat incitatif**, avec de l'aide matérielle et humaine.

Depuis quelques jours, chacun-e d'entre nous a pu éprouver concrètement le fait que la santé est un bien public commun. Comme a pu le dire à propos du coronavirus le psychiatre italien Raffaelle Morelli : la seule manière de nous en sortir est de faire communauté, de sentir qu'on fait partie de quelque chose de plus grand, dont il faut prendre soin, et qui peut prendre soin de nous. Notre sort dépend de celui des autres, de tous ceux qui nous entourent.

La solidarité doit s'organiser autour des personnes de la rue. L'état d'urgence le permet. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles.

Un collectif d'acteurs solidaires et soignants

Premiers signataires associatifs:
Fondation Abbé Pierre
Médecins du Monde PACA
Association JUST
Vendredi : la plateforme d'engagement citoyen
Entourage

³ "Je vous demande des sacrifices pour ralentir l'épidémie. Jamais ils ne doivent mettre en cause l'aide aux plus fragiles, la pérennité d'une entreprise, les moyens de subsistance des salariés comme des indépendants. Pour les plus précaires, pour les plus démunis, pour les personnes isolées, nous ferons en sorte, avec les grandes associations, avec aussi les collectivités locales et leurs services, qu'ils puissent être nourris, protégés, que les services que nous leur devons soient assurés. " Discours d'Emmanuel Macron le 18 mars 2020

La Chorba
Solinum
ASUD – Auto-support des Usagers de Drogues
Collectif du 5 novembre
Habitat Alternatif Social
Emmaüs Marseille
Marseille solutions
L'école au présent

Premiers signataires à titre individuel :

- Aurélie Tinland, responsable de l'équipe mobile psychiatrie précarité MARSS, APHM
- Mathilde Gardien, indépendante dans l'ESS, ex-co-directrice de Marseille Solutions
- Daphné Charveriat, Propulseuse de Solutions, Marseille Solutions
- Pascal Auquier, professeur de santé publique, APHM et Aix-Marseille Université
- Christophe Lançon, professeur de psychiatrie & addictologie, APHM
- Jean Naudin, professeur de psychiatrie, APHM
- Elisabeth Dorier, géographe, professeure des universités, Laboratoire Population Environnement Développement, Aix-Marseille Université
- Éric Kérimel de Kerveno, analyse de pratique/conseil/formation/auteur
- Fathi Bouara, co-président de la communauté Emmaüs Pointe Rouge et ancien directeur régional de la Fondation Abbé Pierre
- Sophie Poulard, Directrice Générale Habitat Alternatif Social
- Stéphane Akoka, ASUD Auto-support des Usagers de Drogues
- Emilie Labevrie, psychologue, équipe MARSS APHM
- Elise Vallois, juriste EMPP MARSS, APHM
- René Diouaba, psychiatre EMPP MARSS, APHM
- Julien Grard, anthropologue, équipe MARSS et association JUST
- Charlotte Lenoir, psychiatre EMPP MARSS, APHM
- Aïcha Boutayeb, assistante sociale EMPP MARSS, APHM
- Raphaëlle Richieri, psychiatre, APHM
- Michel Cermolacce, psychiatre, APHM
- Jacques Coulpier, cadre de santé, APHM
- Dephine Guittard, cadre de santé, APHM
- Evelyne Belhassen, secrétaire médicale, APHM
- Steven Spresser, psychiatre, APHM
- Véronique Durieux, secrétaire, APHM
- Emma Beetlestone, psychiatre, APHM
- Raoul Belzeaux, psychiatre, APHM
- Thomas Bosetti, psychiatre Médecins du Monde
- Maeva Jego, médecin généraliste, APHM et MDM
- Jeremy Khouani, médecin généraliste permanence d'accès aux soins PASS, APHM
- François Sentis, directeur général de l'IRTS Institut Régional de formation au Travail Social PACA et Corse
- Cyril Farnarier, ASSAb Accès aux soins pour les personnes sans abri Marseille.

- Thibaud de la Fournière, médecin généraliste permanence d'accès aux soins PASS, APHM
- Didier Boeno, médecin généraliste, Maison de santé pluriprofessionnelle Peyssonnel Marseille